

LES DOUZE TRAVAUX DE LA CONFÉRENCE DES BOURGMESTRES ET ÉLUS TERRITORIAUX

La mandature 2018-2024 touche doucement à sa fin. L'occasion pour les élus de Wallonie picarde de regarder dans le rétroviseur et dresser un bilan des six années écoulées. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que cette mandature n'a pas toujours été un long fleuve tranquille. Il y a eu la crise sanitaire d'abord. Une situation inédite autant que d'une ampleur sans précédent et qui les a poussé à faire preuve de pragmatisme, de résilience et d'inventivité. De résilience il y en a aussi été beaucoup question. Suite aux inondations qui ont secoué la Wallonie à l'été 2021, la Wallonie picarde a pris conscience que l'inaction n'était plus une option envisageable. Très vite, la Conférence des bourgmestres et élus territoriaux s'est mise en ordre de marche avec un objectif certes ambitieux mais surtout fédérateur: faire de la Wallonie picarde un territoire modèle et précurseur dans la lutte contre le dérèglement climatique. Plus récemment, c'est le conflit en Ukraine qui a marqué les esprits et donné lieu à une large mobilisation à laquelle les élus ont tout naturellement souhaité s'associer. Enfin, il y a le travail des commissions mises en place à l'initiative de la Conférence des bourgmestres et élus territoriaux. Lutte contre le sans-abrisme, accueil des exilés en transit, maintien de l'accessibilité des services publics... Autant de sujets, épineux parfois mais toujours essentiels, sur lesquels les élus se sont engagés à avancer dans la voie de la supracommunauté.

01

GARANTIR À TOUS L'ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS

La décision de la SNCB de renoncer à la réalisation d'une rampe d'accès devant permettre l'**accessibilité** de la gare de Tournai aux **personnes à mobilité réduite** a fait bondir les élus. Au-delà de ce cas particulier, c'est la gestion déshumanisée qui touche l'ensemble des gares du territoire qu'ils ont tenu à dénoncer. Le plan de restructuration de l'ONEM, qui ouvre la porte à une possible **délocalisation des bureaux de chômage** de Tournai et de Mouscron vers Mons, n'a pas manqué non plus de faire réagir les élus qui en appellent à la plus grande clarté par respect pour les usagers mais aussi pour le personnel en place. C'est dans ces termes qu'ils ont interpellé l'Administrateur général de l'ONEM et le Ministre compétent. Enfin, déjà évoquée lors de la précédente mandature, la question du **maintien des lieux de justice** en Wallonie picarde s'est encore invitée dans les débats et a donné à la Conférence des bourgmestres et élus élus territoriaux l'occasion de réaffirmer son opposition à leur rapatriement sur Mons.



02

VEILLER À LA BONNE SANTÉ DES FINANCES COMMUNALES

La hausse des prix de l'énergie impacte tous les budgets, y compris ceux des villes et communes de Wallonie picarde. L'indexation des salaires des agents communaux et, en corollaire, l'explosion des dépenses de transfert à la Zone de Police mettent également à mal la santé financière des villes et communes. La Conférence des bourgmestres et élus territoriaux a tiré la sonnette d'alarme et dégagé des **pistes d'actions concertées** pour enrayer le phénomène et amortir le choc financier: réduction de ma consommation énergétique, extinction de l'éclairage public, appel à l'indexation des APE ...



03

MAINTENIR LA QUALITÉ DE VIE DES WALLONS PICARDS

L'émission #Investigation de la RTBF consacrée à la présence d'amiante dans l'eau potable a suscité bon nombre d'**interrogations partagées** par les élus qui ont souhaité entendre à ce sujet des représentants de la SWDE ainsi que le toxicologue Albert Bernard. Autre sujet épineux, celui du projet de liaison électrique aérienne haute tension "Boucle du Hainaut". La Conférence des bourgmestres et élus territoriaux de Wallonie picarde a tenu à exprimer sa totale solidarité à l'égard des 7 communes traversées par le tracé en adoptant une prise de position demandant, notamment, l'**objectivation des besoins** et l'**étude d'alternatives** possibles.



LUTTER CONTRE LES EFFETS DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Dans la foulée des inondations de juillet 2021, les élus ont adopté une motion et constitué un "Comité Climat Wapi" dont le rôle est de donner l'impulsion politique nécessaire à une approche territoriale de la prévention et de l'adaptation au dérèglement climatique. Plusieurs thématiques de travail ont été identifiées avec, pour chacune, une structure en charge de la coordination des travaux. La **lutte contre les inondations** est la première thématique à avoir été investie sous la coordination de l'intercommunale IPALLE. L'objectif? Un Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) en Wallonie picarde. La **sécheresse**, autre sujet sensible pour le territoire, fait depuis peu l'objet d'une réflexion menée sous la houlette des Contrats de Rivière. La question de l'**Eau en tant que ressource** et celle de l'**adaptation et de l'intégration des mesures au sein des PAEDC** des communes sont également abordées. La première sous la coordination de l'IEG et la seconde d'IDETA.



05



METTRE EN PLACE UNE CENTRALE LOCALE DE MOBILITÉ WAPI

Depuis novembre 2022, la Centrale Locale de Mobilité de Wapi est officiellement connectée au numéro d'appel 0800 wallon afin de **répondre aux demandes de déplacement** des Wallons picards. Pour ce faire, cette CLM inventoriara et coordonnera tous les opérateurs de transport du territoire, des transports publics jusqu'au transport privé en passant par les solutions alternatives et associatives comme les taxis sociaux, les services de transport d'intérêt général ou encore les chauffeurs bénévoles. Il s'agira ensuite de rendre cette offre visible et de créer des synergies entre les différents opérateurs afin de permettre la mutualisation des moyens et l'optimisation des investissements. Cela devrait permettre d'augmenter le taux de remplissage des véhicules des opérateurs de transport mais également de pouvoir identifier les lieux où des problèmes de mobilité se posent pour tenter d'y apporter des solutions innovantes.

04



ACCOMPAGNER LE TERRITOIRE SUR LE CHEMIN DE LA RÉSILIENCE

Afin d'amener le territoire vers une plus grande **souveraineté alimentaire**, les élus se font les relais d'initiatives alimentaires locales. Ils soutiennent également le projet de création d'un Conseil de Politique Alimentaire de Wapi qui, ils en sont persuadés, permettra au territoire d'accélérer sa transition vers une alimentation locale et durable. Différentes pistes comme **l'installation de bornes de recharge rapide** pour véhicules électriques ou le stockage d'énergie électrique par batteries ont également été évoquées lors des discussions en plénières. Faire en sorte que toutes les communes de Wallonie picarde disposent d'une **communauté locale d'énergie**, et ce quel que soit le nombre d'habitants (selon la législation en vigueur, cela est obligatoire pour les communes d'au moins 10.000 habitants), fait également partie des ambitions des élus.

06



07

ORGANISER LA SOLIDARITÉ AVEC LES TERRITOIRES VOISINS

Face à l'ampleur de la catastrophe liée aux inondations qui ont envahi une bonne partie de la Wallonie à l'été 2021, des initiatives spontanées émanant tantôt d'institutions - qu'elles soient publiques ou privées - tantôt de citoyens ont vu le jour. Afin de les rendre les plus efficaces possibles, la Conférence des bourgmestres et élus territoriaux s'est saisie de la question pour organiser la solidarité à l'échelle de l'ensemble du territoire par le biais d'une opération baptisée "WapiRenfort". La quasi totalité des communes et/ou CPAS ont organisé la **collecte de dons matériels et de denrées alimentaires** et ont envoyé des véhicules et du personnel pour aider au **déblayage** des zones sinistrées. Une proposition d'octroi d'une **contribution financière** a également été mise sur la table. Plus de la moitié des communes y ont répondu favorablement en accordant un montant équivalent à un euro par habitant. Enfin, une attention particulière a été portée à la **jeunesse** avec la relocalisation en Wapi de camps scouts, l'accueil de jeunes issus de clubs sportifs dans des stages d'été ou encore l'organisation de collectes de matériel et de fournitures scolaires en vue de rééquiper des établissements scolaires et des écoliers sinistrés.

RÉPONDRE PRÉSENT FACE À LA DÉTRESSE DU PEUPLE UKRAINIEN

Des **collectes de biens de première nécessité** ont été organisées partout sur le territoire. L'**acheminement** de ces dons vers la frontière ukrainienne a ensuite été assuré par la Zone de Secours de Wallonie picarde. Une méthodologie collective a également été élaborée à l'échelle du territoire afin d'**accueillir dans les meilleures conditions** possibles les personnes quittant le sol ukrainien. Ce choix de structurer l'aide à l'échelle du bassin de vie s'inscrit pleinement dans la vision du Ministre des Pouvoirs locaux et a d'ailleurs valu à la Wallonie picarde de recevoir du Gouvernement wallon un subside à hauteur d'un euro/habitant, soit 349.353 euros pour organiser l'accueil et l'hébergement des réfugiés ukrainiens.



08

REVENDIQUER SA PLACE SUR L'ÉCHIQUER WALLON

La Wallonie picarde est la grande absente du projet de Schéma de Développement Territorial. Il n'en fallait pas moins pour que les élus se mettent en ordre de marche, conscients que ce manque de reconnaissance risque, à terme, d'entraîner une fuite des investissements et des subsides vers d'autres régions. Un sentiment partagé par les forces vives du territoire et qui a poussé la Conférence des bourgmestres et élus territoriaux et le Conseil de développement à travailler de concert pour remettre un avis d'initiative conjoint en réponse à l'enquête publique. Le territoire entend faire valoir un certain nombre de **revendications** parmi lesquelles la **reconnaissance d'un bipôle majeur Tournai/Mouscron**.

GÉRER LA CRISE SANITAIRE

Lorsqu'au printemps 2020, un groupe WhatsApp se met en place pour favoriser les échanges, les élus ne se doutent pas encore qu'ils auront à gérer une crise sanitaire d'une ampleur sans précédent. Très vite pourtant, ils vont prendre la mesure de la situation et mettre en oeuvre toute une série d'actions pour lutter contre la propagation du virus et protéger la population: la création d'une **task force Covid Wapi** chargée de soutenir les établissements de soins, d'apporter une assistance logistique, d'anticiper l'évolution de la crise ou encore de mettre en oeuvre des actions de communication, le **soutien aux maisons de repos et de soins**, la **prise en charge des migrants** et enfin, la **préparation du déconfinement**.

10



09

LUTTER CONTRE LE SANS-ABRISME

Le sans-abrisme est une problématique à laquelle toutes les communes sont malheureusement confrontées. Pour tenter d'enrayer ce phénomène aggravé par la succession de crises, une commission chargée de réfléchir à des solutions pertinentes qui pourraient être mises en oeuvre à l'échelle de la Wapi a été mise en place. Dans un premier temps, cette commission propose d'étendre à l'ensemble du territoire le **recensement** déjà réalisé sur Tournai par des chercheurs de l'UCL. Et par la suite, pourquoi ne pas envisager la mise en place d'un **système commun** pour la délivrance des attestations de sans-abrisme ou encore la création d'un **guide social**.

11



12

ACCOMPAGNER DIGNEMENT LES EXILÉS EN TRANSIT

Grâce à l'engagement d'associations et de bénévoles, des activités comme l'accès à la santé via des soins infirmiers, des rendez-vous médicaux et des soins d'urgences et ambulatoires ont été organisées. Les différentes mesures mises en place ont permis d'**atténuer le sentiment d'insécurité** ressenti par une partie de la population mais aussi d'**enrayer la propagation de maladies transmissibles**. En 2021, un **fonds de solidarité** a été lancé auprès des communes pour faire perdurer la gestion de l'accueil des exilés en transit. L'argent collecté (10 cents par habitant et par an pour chaque commune adhérente) permet de financer les loyers de l'accueil de jour. Un subside annuel octroyé par la Province permet, quant à lui, de faire face aux frais de fonctionnement tels que l'achat de matériel et les factures énergétiques.

